



## Assemblée générale

Distr.  
LIMITEE

A/48/L.14  
28 octobre 1993  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ESPAGNOL

---

Quarante-huitième session  
Point 30 de l'ordre du jour

NECESSITE DE LEVER LE BLOCUS ECONOMIQUE, COMMERCIAL ET FINANCIER  
APPLIQUE A CUBA PAR LES ETATS-UNIS D'AMERIQUE

Cuba : projet de résolution

Nécessité de lever le blocus économique, commercial et financier  
appliqué à Cuba par les Etats-Unis d'Amérique

L'Assemblée générale,

Résolue à promouvoir le strict respect des buts et des principes énoncés dans la Charte des Nations Unies,

Réaffirmant, entre autres principes, ceux de l'égalité souveraine des Etats, de la non-intervention et de la non-ingérence dans leurs affaires intérieures et de la liberté du commerce et de la navigation internationaux, également consacrés par de nombreux instruments juridiques internationaux,

Prenant note de la déclaration faite par les chefs d'Etat et de gouvernement lors du troisième sommet ibéro-américain, qui s'est tenu en juillet 1993 à Salvador de Bahía, quant à la nécessité de mettre fin à l'application unilatérale, par un Etat quel qu'il soit, à des fins politiques, de mesures de caractère économique et commercial à un autre Etat,

Préoccupée par la promulgation et l'application par certains Etats Membres de lois et règlements dont les effets extraterritoriaux portent atteinte à la souveraineté d'autres Etats et aux intérêts légitimes d'entités ou de personnes placées sous leur juridiction, ainsi qu'à la liberté du commerce et de la navigation,

Rappelant sa résolution 47/19 du 24 novembre 1992,

Ayant appris qu'après l'approbation de sa résolution 47/19, de nouvelles mesures du même type visant à renforcer et élargir le blocus économique, commercial et financier appliqué à Cuba ont été promulguées et appliquées, et préoccupée des effets négatifs qu'elles peuvent avoir pour la population cubaine,

1. Prend note du rapport du Secrétaire général sur l'application de la résolution 47/19<sup>1</sup>;

2. Exhorte les Etats à appliquer pleinement sa résolution 47/19;

3. Exhorte à nouveau tous les Etats à s'abstenir de promulguer et d'appliquer des lois et mesures du type visé dans le préambule de la présente résolution, vu les obligations que leur imposent la Charte des Nations Unies et le droit international qui, notamment, consacrent la liberté du commerce et de la navigation;

4. Demande à nouveau instamment aux Etats dotés de lois ou de mesures de ce type qui continuent de les appliquer de faire le nécessaire, dans le plus bref délai possible et conformément à leur système juridique, pour les abroger ou pour en annuler l'effet;

5. Prie le Secrétaire général de préparer, en consultation avec les organismes et institutions des Nations Unies, un rapport sur l'application de la présente résolution, compte tenu des buts et des principes de la Charte et du droit international, et de le lui présenter à sa quarante-neuvième session;

6. Décide d'inscrire cette question à l'ordre du jour provisoire de sa quarante-neuvième session.

-----

---

<sup>1</sup> A/48/448.